

Bulletin de l'ACAT

Bulletin de l'ACAT volume 5 numéro 5 – juin 2014 - électronique et imprimé



Table des matières

Nuit des Veilleurs	1
Membres actifs	2
Centrafrique : tueries au temps de la transition	3

Raphaël Lambal, président
Diane Roy, trésorière
François Poulin, coordonnateur
Catherine Malécot, coordonnatrice CCI
Noëlla Dubreuil, base de données, secrétariat

**Le Bulletin de l'ACAT est publié par
Action des chrétiens pour l'abolition de la
torture**

2715 Côte Ste Catherine, Montréal, Québec

Canada H3T 1B6

Téléphone : (514) 890-6169

info@acatcanada.org / www.acatcanada.org

Fédération internationale

fiacat@fiacat.org / www.fiacat.org



La Nuit des Veilleurs

Prions pour la population de la République Centrafricaine

Comment participer à la Nuit des Veilleurs?

Le 26 juin prochain nous tiendrons la Nuit des Veilleurs en soutien des Centrafricaines et Centrafricains ici et partout dans le monde, réfugiés et déplacés.

Notre objectif est de créer une union de prière de 18h00 jusqu'à 4h00 le matin suivant.

Évidemment, nos membres actifs et sympathisants sont répartis d'un océan à l'autre et bien au-delà. Il n'est pas facile de se réunir de manière significative en un seul lieu.

L'année dernière nous avons tenté une première expérience de Veillée électronique! Un peu plus de 500 personnes ont eu l'occasion de nous visiter.

Cette année nous reprenons cette méthode en la perfectionnant un peu. Nous souhaitons pouvoir ainsi générer un sentiment de solidarité.

Première forme de participation

Vous lisez les bulletins en rapport avec la situation en Centrafrique. Vous désirez vous joindre de chez vous à l'union de prière de la Nuit des Veilleurs. Vous utiliserez le schéma de prière de la Nuit des Veilleurs afin de guider votre méditation.

Si cela est votre choix, nous vous invitons à nous envoyer une courte note nous indiquant que vous serez en union avec nous, et ce par courrier, courriel ou même en laissant un message sur le répondeur. Si vous êtes en mesure de préciser le moment approximatif de votre participation, cela sera apprécié et encouragera ceux qui seront en ligne. Selon l'heure que vous nous indiquerez dans votre message, nous informerons les participants en ligne que vous vous joignez à nous, et ce, même si vous personnellement n'avez pas accès à Internet.

Exemple de message :

Bonjour,
Je prendrai part à la Nuit des Veilleurs.
Je serai en union de prière de 19h00 à 19h15.
Mes salutations à tous !
Alban Toutenprière

Deuxième forme de participation

En plus des lectures et du schéma de prière, vous souhaiteriez partager une réflexion. Priez, c'est également connaître autrui davantage, le toucher et l'aider par l'entremise de Dieu. Vous pouvez exprimer votre solidarité sous la forme que vous désirez : lettre, témoignage, prière, chant, image, photographie, enregistrement sonore, dessin-prière, etc. Nous intégrerons vos documents au site internet d'ici au 26 et même jusqu'au 27 à 4h00! Transmettez-nous vos documents par courrier, courriel et même Twitter. Vous pouvez nous indiquer l'heure à laquelle vous souhaitez que votre document apparaissent lors de la Nuit des Veilleurs.

Exemple de message :

Bonjour,
Je prendrai part à la Nuit des Veilleurs.
J'aimerais partager la prière suivante avec les autres participants à la Nuit des Veilleurs (ci-dessous ou en pièce jointe).
Je souhaiterais que cela soit fait vers 21h00, je serai alors avec vous.
Merci!
Béatrice Généreuse

Troisième forme de participation

Dans la mesure où vous disposez d'une liaison internet, vous pourrez suivre l'évolution de la Nuit des Veilleurs de 18h00 le 26 juin à 4h00 le matin suivant à la page de la Nuit des Veilleurs à www.acatcanada.org .

Automatiquement, les membres actifs et les sympathisants recevront des mises-à-jour lorsque des messages et

réactions seront disponibles. Vous pourrez bien entendu réagir. Vos messages seront publiés rapidement.

Vous pouvez également envoyer messages et documents avant le 26 juin. Vous pouvez nous faire parvenir plusieurs messages.

Le conflit centrafricain

Nous avons choisi de consacrer cette Nuit des Veilleurs à la communauté centrafricaine Söngö-Canada.

Ils sont présentement 500 personnes au Canada et presque tous sont touchés de très près par le conflit qui touche la Centrafrique : morts, blessés, déplacés, réfugiés. Virtuellement toute la population est victime ou vit dans le prolongement des tortures, traitements cruels ou inhumains subis par leurs frères et sœurs, voire parents et leurs enfants.

Lorsque l'organisme Anti-Torture a pris connaissance de notre initiative, ils nous ont souligné à quel point il est important de s'intéresser à ce conflit pas facile à comprendre et surtout sous médiatisé!

Le temps solidaire et personnel que vous consacrerez à cette cause est donc crucial à la suite des choses pour chacun et pour toute la communauté.

Votre participation est importante.

Pour eux et pour nous tous.

François Poulin, coordonnateur
ACAT Canada
2715 Chemin Côte-Ste-Catherine, C246
Montréal (Québec)
H3T 1B6 Canada
Tél: (514) 890-6169
Courriel: info@acatcanada.org
Site: www.acatcanada.org
Twitter : @AcatCanada

Membres actifs, sympathisants, abonnés et invités

Combien de personnes sont en lien avec l'ACAT Canada?

297 personnes sont des membres actifs et actives ainsi que des sympathisants qui se sont inscrits à nos registres.

185 autres personnes sont en lien avec nous et suivent nos activités.

Enfin, 459 autres personnes suivent nos activités sans que nous ne disposions de leurs coordonnées postales ou téléphoniques.

La communauté de l'ACAT Canada comprend donc 941 personnes. Le tiers provient de l'extérieur du Canada.

Dans le cadre de la Nuit des Veilleurs, nous transmettrons une invitation de participation à 5 226 autres personnes, liste constituée à partir de la Nuit des Veilleurs 2013 et autres.

Nous espérons que vous serez nombreux à participer. Propagez la nouvelle!

Centrafrique : tueries au temps de la transition

Une transition politique, sensée ramener la paix, ensanglante la RCA

Tel que nous vous en avons informé dans le bulletin du 5 juin dernier, vous trouverez ci-dessous quelques témoignages de situations toutes plus extrêmes les unes que les autres. Notre but est de vous permettre de vous faire une meilleure idée de la situation actuelle, trouble et pourtant porteuse de résilience et d'espoir, ainsi que de nourrir vos prières et méditations pour le 26 juin prochain.



30 avril 2014 – L'Experte indépendante des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita-Bocoum, a condamné mercredi les attaques perpétrées contre des convois humanitaires à Dissikou et contre le centre de santé de Nanga Boguila.

« Ces actes constituent un manquement au droit international humanitaire dont les auteurs et les instigateurs ne doivent pas rester impunis », a déclaré Mme Keita-Bocoum. « Attaquer ou tuer les personnes ne prenant pas part aux hostilités constitue une violation grave de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève. »

« J'en appelle à ceux qui se livrent à ces genres d'attaques pour leur rappeler qu'ils ont l'obligation de respecter les droits de l'homme en général et les droits des déplacés en

particulier, et que rien ne saurait justifier leurs actes odieux et les violences actuelles en Centrafrique. J'exhorte donc le gouvernement à ouvrir des enquêtes afin d'identifier les coupables, les arrêter et les traduire devant la justice », a déclaré l'Experte indépendante.

« J'exhorte en outre les forces internationales à prendre toutes les mesures appropriées pour assurer la sécurité et la protection des civils et des convois humanitaires afin d'annihiler ces actes criminels », a-t-elle ajouté.



Centrafrique : Spirale de la violence à Bangui, le pouvoir dépassé

BANGUI (LNC) — Mercredi 28 mai, la présidente par interim de la Centrafrique était en visite de travail dans la capitale congolaise, accueillie à l'aéroport international Maya-Maya par le chef de l'Etat congolais Denis Sassou

N'Guesso, médiateur de la crise centrafricaine.

Une occasion pour elle de parler des avancées selon elle de la situation sécuritaire en RCA. «La situation que nous avons dès le début de l'année était telle que malgré des efforts qui ont été accomplis, elle reste quand même encore préoccupante dans la mesure où il faut assurer une certaine protection aux populations. Nous ne sommes pas encore arrivés à ce niveau-là et donc le défi sécuritaire demeure» déclarait-elle.

Mais c'était sans savoir que ce même jour à Bangui, un massacre était perpétré dans l'enceinte de l'église Notre-Dame de Fatima, où 9.000 personnes avaient trouvé refuge.

17 personnes seront tuées dont un prêtre et 27 autres enlevées et conduits vers une destination inconnue, et dont on n'a toujours pas de nouvelles.

Selon des témoins, les responsables de l'attaque seraient des miliciens Séléka, mais accusation nuancée par **Fatoumata Lejeune-Kaba** la porte parole du HCR qui a déclaré de son côté, «on ne sait vraiment pas qui étaient les assaillants». «Les attaquants sont arrivés sur des pick-up en début d'après midi, ils ont lancé des grenades puis ouvert le feu sur les gens. Un prêtre a été tué

pendant l'attaque et deux adultes et deux enfants ont succombé jeudi à leurs blessures», a-t-elle ajouté.

Isidore Mbayo –Albert FALL – Eve Malonga



Mboki : Six jeunes sensibilisent la population à restituer les biens volés à la base locale de Coopi



Mboki, 5 juin (RJDH)--Au total, ce sont six jeunes de la ville de Mboki, une localité située à 75 km de la ville de Obo (sud-est), qui ont commencé à sensibiliser la population à restituer les effets volés à la base locale de l'ONG internationale Coopi, le dimanche 31 Mai.

Siadouyo Paul Nicaise, président de la jeunesse de la ville de Mboki, a déclaré au RJDH que ces jeunes engagés se sont donnés pour mission de sensibiliser leurs compatriotes afin que soient remis tous les matériels qui ont été pillés dans la base de Coopi.

Le sous-préfet de la ville de Obo, Pascal Abouandji, se trouvaient également à Mboki lorsque joint par le RJDH. Il s'y était rendu d'urgence pour convaincre la population de restituer les biens pillés et leur expliquer les inconvénients de cet

acte indigne. Il a fait savoir que « quelque matériaux ont été restitués, mais beaucoup restent encore entre les mains des pilliers ».

Il n'a souligné que quelques ONG internationales œuvrant dans la ville de Mboki, menacent elles-aussi de quitter la localité, si rien n'est fait. Il a ajouté que les auteurs de cet acte seront traduits devant la justice « Mais nous sommes dans la recherche d'une solution à l'amiable » conclut-il.

La base de l'ONG Internationale Coopi a été vandalisée dimanche dernier par la population de la ville, suite à une fausse rumeur voulant que cette ONG se prépare à quitter définitivement Mboki, sans aucun avertissement.



Sarh, 15 juin 2014 (IRIN) - La violence en République centrafricaine (RCA) a forcé 97 000 civils à se réfugier au Tchad voisin. Parmi eux, environ 1 200 sont des enfants non accompagnés ou séparés qui souhaitent maintenant retrouver leur famille et retourner à l'école et retrouver la sécurité ou, du moins, un semblant de normalité.

« Ce que je souhaite le plus au monde, c'est de retrouver mon père », a dit Lamine, 12 ans. « J'ignore s'il est en vie ou non. Si je savais qu'il était mort, je pourrais au moins faire mon deuil. »

Les efforts visant à réunir les enfants avec leurs familles ont obtenu un certain succès. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le ministère de l'Action sociale du Tchad et des

organisations non gouvernementales (ONG), notamment la Croix-Rouge tchadienne, CARE et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont en effet réussi, ensemble, à réunir 442 des 946 enfants enregistrés jusqu'à présent avec leur famille en utilisant l'identification par photo dans les opérations transfrontalières.

La majorité des enfants sont dispersés dans les divers camps du sud du Tchad, notamment Doyaba, Moundou, Doba et Danamadja. L'UNICEF croit cependant que d'autres enfants non accompagnés ou séparés de leur famille n'ont pas encore été enregistrés.

Parmi les enfants qui restent dans les camps, nombreux sont ceux qui vivent dans des tentes communautaires placées sous la supervision de travailleurs sociaux gouvernementaux ou du personnel des ONG. Des femmes préparent pour eux du riz et de la sauce. Les enfants reçoivent également un soutien psychosocial. Environ 360 enfants vivent dans des familles d'accueil – des voisins qu'ils connaissaient en RCA ou, dans certains cas, des familles qui les ont simplement pris en charge.

Les violences en RCA ont éclaté si soudainement dans les villes et les villages que les habitants n'ont pas eu le temps de planifier leur exode. Ils se sont simplement enfuis au beau milieu du chaos. De nombreuses familles ont été séparées, certains membres fuyant vers le Cameroun, ou même vers la République démocratique du Congo (RDC), tandis que d'autres se dirigeaient vers le Tchad.

